

moyen âge, leur commun développement empirique, manifestaient aussi une inévitable extension, qui tendait à y entraver radicalement tout grand progrès ultérieur : soit par les collisions de plus en plus graves, que le défaut de coordination systématique suscitait au sein de l'industrie ; soit par l'impuissant désordre que l'absence de direction générale faisait naître dans l'art moderne, depuis que l'artifice du régime classique avait été, sous la phase précédente, essentiellement épuisé ; soit par les abus inhérens à l'irrationnelle dispersion de la culture scientifique, surtout depuis que son extension décisive au monde organique devait signaler l'imminent danger d'un esprit trop analytique. A ces divers titres, il devenait dès lors graduellement évident que la progression moderne exigeait désormais l'élaboration directe d'une réorganisation totale, quoiqu'une vaine métaphysique persistât à préconiser dogmatiquement l'empirisme et l'individualité.

En cet état final de la double évolution européenne, une immense crise sociale, aussi indispensable qu'inévitable, fut nécessairement déterminée chez la nation où cette marche commune avait dû acquérir la plus complète efficacité politique, et qui, par l'ensemble de ses antécédens, était hautement destinée au périlleux honneur de cette salutaire initiative, spontanément profitable à tout le reste de la grande république occidentale, dont le développement, essentiellement homogène, manifestait, depuis le moyen âge, une solidarité permanente. Pour caractériser suffisamment le besoin d'une rénovation totale, ce mouvement décisif dut d'abord enlever tous les divers débris du système ancien, sans excepter le pouvoir central autour duquel ils s'étaient

graduellement ralliés, et qui, de sa nature, tendait toujours à leur imminente restauration, profondément antipathique à la civilisation moderne. Néanmoins, malgré ce préambule négatif, la destination principale de cette grande révolution devait être au fond essentiellement organique, puisque, loin d'avoir pour but la démolition de l'ancienne économie, elle en était, au contraire, le résultat nécessaire. Mais la marche empirique et le caractère spécial de la progression positive n'ayant pu encore faire convenablement ressortir sa véritable tendance politique, l'absence provisoire de toutes conceptions vraiment générales propres à conduire une telle opération fit inévitablement conférer la présidence philosophique de la réorganisation sociale à cette même métaphysique qui avait antérieurement dirigé le mouvement critique, quoique le seul office dont elle fût susceptible se trouvât alors suffisamment accompli. Cette illusion fondamentale, aussi naturelle que déplorable, a dû jusqu'ici réduire la pensée révolutionnaire à une indication vague, et cependant irrécusable, des conditions essentielles de la régénération finale, dont le principe reste indéterminé. En même temps, le triomphe politique de la métaphysique négative a fait universellement éclater, par une expérience ineffaçable quoique passagère, sa profonde inaptitude à rien organiser, et sa tendance finalement hostile aux divers élémens caractéristiques de la sociabilité moderne. Cette double insuffisance de la philosophie dirigeante conduisit bientôt naturellement, faite d'une doctrine vraiment organique, à concevoir la coordination sociale comme exclusivement fondée sur une restauration graduelle du système théologique et mi-

litaire, dont la vaine résurrection fut surtout secondée par le développement exceptionnel d'une immense activité guerrière, détournée peu à peu de sa noble destination révolutionnaire. Mais le développement même de cette réaction rétrograde, librement parvenue jusqu'à sa plus funeste intensité, sans avoir pu néanmoins rien établir de durable, fit à jamais ressortir son entière incompatibilité avec l'état mental ou social des populations modernes. Le cours général des événemens propres au dernier demi-siècle a donc spontanément concouru à démontrer, par l'irrécusable contraste de deux expériences également décisives, que les conditions de l'ordre, autant que celles du progrès, ne peuvent désormais obtenir une réalisation suffisante que par l'essor direct d'une véritable réorganisation. Jusqu'à cet indispensable événement, l'ensemble de la situation politique flottera nécessairement, comme avant la crise, entre la tendance plus ou moins rétrograde d'un pouvoir qui ne peut concevoir l'ordre que dans le type ancien, et l'instinct plus ou moins anarchique d'une société qui n'imagine encore qu'un progrès purement négatif; seulement ces deux grands enseignemens pratiques ont désormais, de part et d'autre, beaucoup amorti les passions correspondantes, en signalant l'inanité commune de ces espérances opposées. Depuis que cette position, précaire et dangereuse mais provisoirement inévitable, a pu suffisamment développer tous ses caractères essentiels, l'action dirigeante, ou plutôt résistante, s'y est spontanément conformée, en instituant ou sanctionnant une sorte de partage régulier entre ces deux impulsions contradictoires. L'ancienne dictature temporelle, nécessairement dissoute par la décom-

position forcée du pouvoir central, a reconnu enfin son entière impuissance pour diriger la réorganisation spirituelle, et s'est exclusivement proposé le maintien permanent de l'ordre purement matériel, dont la difficulté croissante doit absorber de plus en plus ses efforts principaux : le gouvernement intellectuel et moral a été entièrement abandonné à la concurrence illimitée des libres tentatives philosophiques. Quelque périlleuse que soit évidemment une telle consécration politique de l'anarchie spirituelle avec laquelle on s'efforce de concilier l'ordre temporel, il y faut voir, non-seulement la conséquence inévitable de l'absence de tous principes propres à servir de base unanime à une vraie discipline mentale, mais aussi la condition indispensable de leur avènement ultérieur, qui ne peut ainsi être gravement entravé désormais que par l'incapacité des philosophes occupés à leur recherche. Pendant que se développait cette situation sans exemple, les nouveaux élémens sociaux continuaient spontanément, avec le même caractère que sous la phase précédente, leurs diverses évolutions partielles, accélérées seulement par les conséquences naturelles de la crise politique; et leur essor respectif tendait de plus en plus à faire nettement ressortir le besoin commun d'une véritable coordination générale, sans laquelle leur progrès futur ne saurait trouver une issue suffisante. L'élan industriel parvenait au point de rendre hautement irrécusable le besoin de régulariser, entre les entrepreneurs et les travailleurs, une indispensable harmonie, à laquelle leur libre antagonisme naturel a cessé de pouvoir offrir des garanties suffisantes. Dans l'évolution scientifique, l'extension définitive de la méthode posi-

tive à l'étude de corps vivans, y compris les phénomènes intellectuels et moraux de la vie individuelle, tendait à manifester directement les vices croissans d'une spécialisation dispersive, devenue plus étroite et plus empirique au temps même où la marche de l'esprit humain demandait davantage le remplacement du régime analytique préliminaire par un régime final essentiellement synthétique, unique moyen de contenir l'influence délétère d'une anarchie philosophique qui menace de compromettre gravement l'avenir des sciences, en y faisant prévaloir des recherches aveugles et puériles; ainsi, quand toutes les nécessités principales exigeaient, chez les hautes intelligences, un libre développement de l'esprit d'ensemble, seul susceptible de conduire à une indispensable solution, il était partout instinctivement entravé par l'irrationnelle prépondérance de l'esprit de détail. Ce déplorable contraste ressort surtout aujourd'hui, chez la nation toujours placée à la tête du grand mouvement européen, de l'aveugle opposition, à la fois mentale et morale, des savans actuels à toute généralisation de la méthode positive, dont l'entière extension philosophique constitue pourtant la principale condition logique d'une véritable réorganisation.

D'après ce résumé général, notre appréciation historique de l'ensemble du passé humain constitue évidemment une vérification décisive de la théorie fondamentale d'évolution que j'ai fondée, et qui, j'ose le dire, est désormais aussi pleinement démontrée qu'aucune autre loi essentielle de la philosophie naturelle. A partir des moindres ébauches de civilisation jusqu'à la situation présente des populations les plus avancées, cette théorie

nous a expliqué, sans inconséquence comme sans passion, le vrai caractère de toutes les grandes phases de l'humanité, la participation propre de chacune d'elles à l'éternelle élaboration commune, et leur exacte filiation nécessaire, de manière à introduire enfin une unité parfaite et une rigoureuse continuité dans cet immense spectacle, où l'on voit d'ordinaire tant de confusion et d'incohérence. Une loi qui a pu suffisamment remplir de telles conditions, ne peut plus passer pour un simple jeu de l'esprit philosophique, et contient certainement l'expression abstraite de la réalité générale. Elle peut donc être maintenant employée, avec une sécurité rationnelle, à lier l'ensemble de l'avenir à celui du passé, malgré la perpétuelle variété qui caractérise la succession sociale, dont la marche essentielle, sans être nullement périodique, se trouve cependant ainsi ramenée à une règle constante, qui, presque imperceptible dans l'étude isolée d'une phase trop circonscrite, devient hautement irréusable quand on examine la progression totale. Or, l'usage graduel de cette grande loi nous a finalement conduits à déterminer, à l'abri de tout arbitraire, la tendance générale de la civilisation actuelle, en marquant, avec une précision rigoureuse, le pas déjà atteint par l'évolution fondamentale; d'où résulte aussitôt l'indication nécessaire de la direction qu'il faut imprimer au mouvement systématique, afin de le faire exactement converger avec le mouvement spontané. Nous avons clairement reconnu que l'élite de l'humanité, après avoir essentiellement épuisé toutes les phases successives de la vie théologique, et même les divers degrés de la transition métaphysique, touche maintenant à l'avènement direct

de la vie pleinement positive, dont les principaux éléments ont déjà suffisamment reçu leur élaboration particulière, et n'attendent plus que leur coordination générale pour constituer naturellement un nouveau système social, plus homogène et plus stable que ne put jamais l'être le système théologique propre à la sociabilité préliminaire. Cette indispensable coordination doit être, par sa nature, d'abord intellectuelle, ensuite morale, et enfin politique; puisque la révolution qu'il s'agit de consommer provient, en dernière analyse, de la tendance nécessaire de l'esprit humain à remplacer finalement la méthode philosophique convenable à son enfance par celle qui convient à sa maturité. Toute tentative qui ne remonterait pas jusqu'à cette source logique serait radicalement impuissante contre le désordre actuel, qui, sans aucun doute, est, avant tout, mental. Mais, sous cet aspect fondamental, la simple connaissance de la loi d'évolution devient elle-même aussitôt le principe général d'une telle solution, en établissant spontanément une entière harmonie dans le système total de notre entendement, par l'universelle prépondérance ainsi procurée à la méthode positive, d'après son extension directe et irrévocable à l'étude rationnelle des phénomènes sociaux, les seuls aujourd'hui qui, chez les esprits les plus avancés, n'y aient point encore été suffisamment ramenés. En second lieu, cet extrême accomplissement de l'évolution intellectuelle tend nécessairement à faire désormais prévaloir le véritable esprit d'ensemble, et, par suite, le vrai sentiment du devoir, qui s'y trouve, de sa nature, étroitement lié, de manière à conduire naturellement à la régénération morale. Les règles morales ne

sont aujourd'hui dangereusement ébranlées qu'en vertu de leur adhérence exclusive aux conceptions théologiques justement discréditées; elles reprendront une irrésistible vigueur quand elles seront convenablement rattachées à des notions positives généralement respectées. Sous l'aspect politique enfin, il est pareillement incontestable que cette intime rénovation des doctrines sociales ne saurait s'accomplir sans faire graduellement surgir, de son exécution même, au sein de l'anarchie actuelle, une nouvelle autorité spirituelle, qui, après avoir discipliné les intelligences et reconstruit les mœurs, deviendra paisiblement, dans toute l'étendue de l'occident européen, la première base essentielle du régime final de l'humanité. C'est ainsi que la même conception philosophique qui, appliquée à notre situation, y dévoile aussitôt la vraie nature du problème fondamental, fournit spontanément, à tous égards, le principe général de la véritable solution, et en caractérise aussi la marche nécessaire.

Rien ne saurait donc être plus préjudiciable au principal besoin de la civilisation moderne que cette fatale illusion métaphysique qui, malgré leur incompatibilité radicale, fait aujourd'hui concourir tous les partis et toutes les écoles à repousser, avec un aveugle dédain, tous les grands travaux théoriques relatifs aux spéculations sociales, pour n'accorder d'attention sérieuse et de confiance réelle qu'aux diverses combinaisons pratiques destinées à l'immédiate élaboration des institutions politiques proprement dites, abstraction faite du désordre intellectuel et moral. Tant que ce désordre élémentaire n'aura pas été suffisamment dissipé par la seule voie conforme à sa nature, aucune institution durable ne saurait

devenir possible, faute de base solide; notre état social ne comportera que des mesures politiques plus ou moins provisoires, principalement destinées à garantir le maintien, de plus en plus difficile, d'un ordre matériel toujours indispensable, contre l'essor croissant des ambitions déréglées, partout excitées d'après la diffusion et l'extension graduelles de l'anarchie spirituelle; pour remplir cet office continu, les gouvernemens, quelle que soit leur forme, continueront d'ailleurs, de toute nécessité, à ne pouvoir essentiellement compter, comme aujourd'hui, que sur un vaste système de corruption, assisté, au besoin, d'une force répressive. Jusqu'à ce que la réorganisation mentale, et, par suite, morale, soit convenablement développée, l'élaboration philosophique aura donc nécessairement beaucoup plus d'importance que l'action purement politique, quant à la régénération finale des sociétés modernes. Ce que les philosophes pourront attendre, à cet égard, des gouvernemens judiciaires, ce sera surtout de ne point troubler, par une intervention mal conçue, cette opération fondamentale, et, plus tard, d'en faciliter l'application graduelle. Sous cet aspect capital, on doit reconnaître que, de tous les pouvoirs successivement prépondérans depuis le début de la crise finale, la Convention française est encore le seul qui, du moins pendant sa phase ascensionnelle cédessus définie, ait eu, malgré d'immenses obstacles, le véritable instinct de sa position, comme l'indique sa tendance caractéristique vers des créations vraiment progressives et pourtant toujours provisoires; toutes les autres puissances politiques ont cru bâtir pour l'éternité, même dans leurs constructions les plus éphémères.

Au sujet de cette grande réorganisation spirituelle, premier besoin de notre époque, les deux volumes précédens m'ont fourni l'occasion de diverses explications incidentes, essentiellement propres à prévenir ou à dissiper toute crainte puérile sur la vaine prétention à fonder ainsi, au profit de l'une des classes existantes, une domination équivalente à celle du sacerdoce catholique au moyen âge. La discussion directe et approfondie de ce chapitre sur les vices intellectuels et moraux qui rendent d'ordinaire les savans actuels profondément indignes d'aucune haute mission sociale, par leur double défaut caractéristique de pensées générales et de sentimens élevés, ne saurait d'ailleurs, à cet égard, laisser subsister le moindre incertitude chez les juges de bonne foi, en constatant l'entière incapacité politique de la seule classe au triomphe de laquelle ma conception sociale pût d'abord sembler destinée, comme possédant seule, à mes yeux, quoique d'une manière partielle, empirique, et finalement très-insuffisante, le principe logique de la vraie solution philosophique. Rien de ce qui est aujourd'hui classé ne peut être susceptible d'incorporation directe au système final, dont tous les élémens spontanés doivent préalablement subir une intime régénération intellectuelle et morale, conforme à la doctrine fondamentale qu'il s'agit précisément d'élaborer. Ainsi, le pouvoir spirituel futur, première base d'une véritable réorganisation, résidera dans une classe entièrement nouvelle, sans analogie à aucune de celles qui existent, et originairement composée de membres indifféremment issus, suivant leur propre vocation individuelle, de tous les ordres quelconques de la société actuelle, le contingent

scientifique n'y devant même nullement prédominer, d'après l'aperçu le plus probable. L'avènement graduel de cette salutaire corpora­tion sera d'ailleurs essentiellement spontané, puisque son ascendant social ne peut nécessairement résulter que de l'assentiment volontaire des intelligences aux nouvelles doctrines successivement élaborées : en sorte qu'une telle autorité n'est pas plus susceptible, par sa nature, de décret que d'interdiction. Son établissement devant donc surgir peu à peu de l'exécution même de son œuvre fondamentale, toute spéculation détaillée sur les formes propres à sa constitution ultérieure, serait aujourd'hui aussi puérile qu'incertaine, quoique la pernicieuse influence des habitudes métaphysiques doive encore faire excuser ces vaines préoccupations. Puisque l'action sociale d'un tel pouvoir doit inévitablement, comme celle de la puissance catholique, précéder son organisation légale, il ne peut donc être ici question que de caractériser sommairement sa destination nécessaire dans le système final de la sociabilité moderne, afin surtout de signaler suffisamment son aptitude spontanée à agir directement, avec une heureuse efficacité, sur la situation générale, par le seul accomplissement des travaux philosophiques qui détermineront sa formation graduelle, longtemps avant qu'il puisse être regardé comme régulièrement constitué.

Toute explication méthodique sur la théorie élémentaire des deux puissances, et même sur son application spéciale à la civilisation actuelle, doit évidemment être renvoyée à mon *Traité* ultérieur de philosophie politique : sauf l'utilité provisoire que le lecteur peut retirer, à cet égard, de mon ancien travail déjà rappelé au cinquante-

quatrième chapitre. Quelle que fût aujourd'hui l'importance de ces démonstrations, au sujet d'un principe si fondamental et pourtant si contraire à des préjugés encore presque universels, elles seraient assurément incompatibles avec l'extension déjà trop grande qu'a successivement acquise cet ouvrage. Mais la suite des conceptions, d'abord logiques, puis scientifiques, propres aux deux volumes précédens, doit avoir graduellement transporté le lecteur attentif à un point de vue tel, qu'aucun bon esprit ne saurait plus maintenant conserver, en général, d'incertitude grave relativement à la nécessité accélérée, dans toute civilisation suffisamment avancée, d'un pouvoir spirituel entièrement distinct et indépendant du pouvoir temporel, et destiné à régir les opinions et les mœurs pendant que l'autre s'applique seulement aux actes accomplis. Puisque nous avons reconnu, en principe, que l'évolution humaine est surtout caractérisée par une influence toujours croissante de la vie spéculative sur la vie active, quoique celle-ci conserve sans cesse l'ascendant effectif, il serait certainement contradictoire de supposer que la partie contemplative de l'homme doit être à jamais privée de culture propre et de direction distincte dans l'état social où l'intelligence aura le plus d'essor habituel, au sein même des classes les plus inférieures, tandis que cette séparation a déjà régulièrement existé, au moyen âge, dans une civilisation plus rapprochée, à tous égards, de l'enfance de l'humanité. En un temps où tous les bons esprits admettent communément la nécessité d'une division permanente entre la théorie et la pratique, pour le perfectionnement simultané de toutes deux, envers les moindres sujets de nos

efforts, pourrait-on hésiter à étendre ce salutaire principe aux opérations les plus difficiles et les plus importantes, quand un tel progrès y est enfin devenu suffisamment réalisable ? Or, sous l'aspect purement mental, la séparation des deux puissances n'est, au fond, que la manifestation extérieure d'une telle distinction entre la science et l'art, transportée jusqu'aux idées sociales, et dès lors entièrement systématisée. Il y aurait donc, à cet égard, une immense rétrogradation, tendant directement à l'intime dégradation de notre intelligence, si l'on persistait indéfiniment à laisser, en ce sens, la société moderne au-dessous de celle du moyen âge, en y reconstituant à dessein la confusion antique, sans la situation qui l'avait rendue alors inévitable, et sans les motifs qui la rendaient indispensable, suivant la théorie historique du cinquante-troisième chapitre. Mais le retour à la barbarie serait ainsi encore plus prononcé sous le rapport moral. Je crois avoir suffisamment caractérisé, au cinquante-quatrième chapitre, le pas vraiment fondamental que l'admirable effort du catholicisme parvint à accomplir, ou du moins à ébaucher, malgré tant d'obstacles de tous genres, dans le développement essentiel de la sociabilité humaine, en affranchissant la morale de l'étroite subordination où la tenait jusque alors la politique, pour l'élever enfin à l'entière suprématie sociale convenable à sa nature, et sans laquelle elle ne pouvait acquiescer ni la pureté ni l'universalité indispensables à l'extension finale de notre civilisation. Cette sublime opération, encore si peu comprise du vulgaire philosophique, constitue certainement, par sa nature, la première base rationnelle de toute notre éducation morale,

en plaçant les lois immuables relatives aux besoins les plus intimes et les plus généraux de l'humanité, à l'abri des inspirations variables émanées des intérêts les plus secondaires et les plus particuliers. Or, il n'est pas douteux que cette indispensable coordination n'aurait, à la longue, aucune consistance réelle sous l'imminent conflit de nos aveugles passions, si, reposant seulement sur une doctrine abstraite, elle n'était point vivifiée et consolidée par l'active intervention permanente d'un pouvoir moral entièrement distinct et suffisamment indépendant du pouvoir politique proprement dit : comme ne le confirment que trop les graves atteintes qu'elle a éprouvées, et qu'elle subit encore journellement, par suite de la désorganisation spirituelle, quoique sa profonde harmonie avec la nature de la civilisation moderne l'ait jusqu'ici spontanément préservée de toute attaque dogmatique, malgré la chute de la philosophie catholique qui en avait dû être l'organe primitif, ainsi que je l'ai rappelé ci-dessus. Nos constitutions métaphysiques elles-mêmes, au milieu de leur confusion caractéristique entre les deux ordres d'attributions, ont involontairement sanctionné cette condition essentielle de notre sociabilité, sans y avoir toutefois convenablement satisfait, par ces remarquables déclarations préalables, destinées à instituer, jusque chez les moindres citoyens, un contrôle général des mesures politiques quelconques ; faible image et équivalent très-imparfait des moyens énergiques que l'organisme catholique procurait naturellement à chaque croyant pour résister à toute injonction légale contraire à la morale établie, en évitant néanmoins de s'insurger ainsi contre une économie régulièrement fondée sur une telle sépara-

tion continue. Depuis que l'humanité a dépassé l'âge préliminaire propre à la civilisation humaine, cette grande division est donc devenue, à tous égards, le principe social de l'élevation intellectuelle et de la dignité morale. Sans doute, la progression moderne, après sa première impulsion catholique et féodale, a dû, comme je l'ai expliqué, bientôt devenir radicalement hostile à l'ordre catholique, où, par l'extrême imperfection de sa base théologique, qui ne pouvait ni ne devait prévaloir plus longtemps, une organisation, jusqu'alors éminemment progressive, tendait désormais à dégénérer directement en une dégradante théocratie. Mais cet antagonisme nécessaire, dont l'office temporaire est maintenant accompli, ne doit pas laisser indéfiniment dominer les préjugés révolutionnaires propres à son développement, et dont l'empire trop prolongé est maintenant aussi contraire à l'élan final de notre sociabilité qu'il fut auparavant indispensable à sa dernière préparation. Au reste, tandis que la nature de la civilisation moderne prescrit la division rationnelle des deux puissances élémentaires comme une condition fondamentale de son essor régulier, elle tend, encore plus évidemment, malgré toute vaine opposition systématique, à la réaliser de plus en plus comme une irrésistible conséquence de son cours spontané. Dans l'état social du moyen âge, nous avons reconnu qu'une telle séparation avait eu, à beaucoup d'égards, un caractère forcé, qui a dû accessoirement influer sur son imparfaite consistance, en tant qu'opposée au génie éminemment absolu de l'activité militaire, alors encore prépondérante, malgré sa transformation capitale. Rien d'équivalent n'est possible sous l'ascendant, déjà pleinement irrévo-

cable et désormais de plus en plus complet, de la vie industrielle propre aux temps modernes, et dont la nature doit, au contraire, y empêcher directement toute confusion réelle entre la puissance spéculative et la puissance active, qui n'y sauraient certainement jamais résider, à un haut degré, chez les mêmes organes, fût-ce envers les plus simples opérations partielles, et, à fortiori, quant aux plus hautes entreprises sociales. La diversité nécessaire des mœurs respectives n'est pas, au fond, moins incompatible avec une semblable concentration politique que l'évidente distinction des capacités. Quoique les caractères particuliers aux différentes classes modernes soient encore loin, sans doute, d'être suffisamment prononcés, il est pourtant irrécusable, malgré la vicieuse identité que d'irrationnelles dispositions tendent aujourd'hui à établir entre leurs habitudes, que la supériorité de richesse, principal résultat spontané de la prééminence industrielle, ne confèrera jamais des droits sérieux à la suprême décision des questions humaines; de même, quelle que soit aujourd'hui la honteuse ardeur de tant d'artistes, encore plus choquante chez les savans, pour rivaliser de fortune avec les chefs industriels, il n'est certes nullement à craindre que les carrières esthétiques ou scientifiques puissent désormais conduire au plus haut ascendant pécuniaire: la généreuse imprévoyance pratique naturellement propre aux uns, quand il y a vocation réelle, est assurément incompatible, en général, avec la scrupuleuse sollicitude usuelle qu'exigent les succès des autres. Une secte éphémère, sans portée comme sans moralité, instituant, sur la confusion systématique des deux puissances, une dogmatisation rétrograde, a



voulu, de nos jours, tenter de prendre la richesse pour l'unique base du classement social, en y concevant la seule récompense homogène de tous les services quelconques. Mais ses vains efforts n'ont essentiellement abouti qu'à faire mieux sentir à tous les bons esprits et à toutes les âmes élevées que, dans l'économie moderne, les opérations d'une utilité immédiate et matérielle constitueront indéfiniment, de toute nécessité, la principale source des richesses, quelles que puissent être les améliorations ultérieures de l'état social; tandis que les divers travaux spéculatifs, susceptibles d'une appréciation moins évidente, en vertu de leur destination plus indirecte et plus lointaine, quoique leur efficacité finale soit réellement très-supérieure, sont destinés, par leur nature, à trouver surtout, en une vénération prépondérante, leur juste rémunération sociale : en sorte qu'il serait aussi chimérique que désastreux de vouloir habituellement réunir les plus hauts degrés de fortune et de considération. Enfin, pour terminer cette discussion préliminaire par une observation irrésistible, il faut remarquer que les vraies nécessités sociales doivent se manifester toujours, d'une manière plus ou moins saisissable, chez ceux-là même qui tentent de les eluder : aussi, malgré la profonde anarchie des intelligences, existe-t-il véritablement aujourd'hui une sorte de pouvoir spirituel spontané, disséminé parmi les littérateurs et les métaphysiciens qui, par un enseignement journalier, soit oral, soit surtout écrit, dirigent, au sein des divers partis existans, l'application sociale des doctrines en circulation. L'irrégularité d'une telle puissance ne l'empêche point de faire hautement sentir son action effective, et d'une manière souvent très-

déplorable à beaucoup d'égards, quoique d'ailleurs provisoirement nécessaire; les plus systématiques adversaires de la séparation des deux autorités élémentaires ne sont certes pas les moins servilement soumis à son ascendant habituel. Toute la question se réduirait donc, au fond, sous cet aspect, à décider si les populations modernes, au lieu d'une véritable organisation spirituelle, fondée sur une sérieuse élaboration philosophique de l'ensemble des conceptions humaines, et assujettie à des conditions rationnellement déterminées, doivent être indéfiniment conduites par des organes presque toujours aussi dépourvus de toutes connaissances réelles qu'étrangers à toutes convictions profondes, et qui, au nom d'une déplorable facilité à soutenir, avec un spécieux éclat, toutes les thèses quelconques, viennent s'ériger, sans aucune garantie mentale ni morale, en guides spéculatifs de l'humanité : il serait ici superflu d'insister davantage à ce sujet. Mieux on approfondira une telle discussion, plus on sentira que la civilisation moderne doit, par sa nature, offrir le principal développement de cette division fondamentale des deux puissances, qui ne put être que très-imparfaitement ébauchée au moyen âge, vu la double inaptitude de l'état social correspondant et de la philosophie alors prépondérante : l'essor croissant de notre sociabilité tend nécessairement, à tous égards, à rendre le gouvernement humain de plus en plus moral et de moins en moins politique. En même temps que la réorganisation spirituelle est aujourd'hui la plus urgente, elle est aussi, malgré les hautes difficultés qui lui sont propres, la plus complètement préparée, chez l'élite de l'humanité, d'après l'ensemble des divers antécédens. D'une part, les

gouvernements actuels, renonçant désormais à diriger une telle opération, tendent, par cela même, à conférer cette haute attribution, avec une suffisante liberté, à l'élaboration philosophique qui se montrera digne d'y présider; d'une autre part, les populations, radicalement désabusées des illusions métaphysiques, comprennent de plus en plus, sous l'impulsion spontanée d'un demi-siècle d'expériences décisives, que tout le progrès social compatible avec les doctrines vulgaires est enfin essentiellement épuisé, et qu'aucune importante fondation politique ne saurait maintenant surgir sans reposer d'abord sur une philosophie vraiment nouvelle. A l'un et à l'autre titre, on peut assurer que, du moins en France, où doit nécessairement commencer la régénération finale, cette double condition préalable est aujourd'hui tellement remplie, que le déplorable retard qu'éprouve encore cette grande tâche du XIX<sup>e</sup> siècle doit être déjà imputé surtout à la profonde incapacité des philosophes qui l'ont entreprise jusqu'ici.

Quand cette opération fondamentale aura reçu un développement assez caractéristique pour en faire partout sentir la vraie tendance générale, et longtemps avant qu'elle ait pu effectivement parvenir à sa pleine maturité sociale, elle commencera spontanément à exercer, soit sur les esprits les plus actifs, soit sur la masse des intelligences, une double influence graduelle très-favorable au retour universel d'une harmonie durable, en indiquant aux uns une voie pleinement légitime de haute satisfaction politique, et aux autres la marche la plus conforme à une sage réalisation de leurs vœux principaux. Sous le premier aspect, j'ai déjà suffisamment établi, en prin-

cipe, au sujet de l'avènement catholique, que le prétendu règne de l'esprit, d'abord rêvé par la métaphysique grecque, constitue, suivant l'immuable nature de la sociabilité humaine, une conception aussi dangereuse que chimérique, non moins contraire aux conditions du progrès qu'à celles de l'ordre, et qui, si elle pouvait réellement prévaloir, ne tendrait, malgré de spécieuses apparences, qu'à organiser une dégradante immobilité, analogue à celle des théocraties proprement dites, en livrant l'empire du monde à de médiocres intelligences, dès lors habituellement privées à la fois de frein et de stimulation (voyez le début de la cinquante-quatrième leçon) (1). Or, cette fallacieuse utopie, naturellement écartée tant que le régime du moyen âge put procurer aux ambitions spirituelles une convenable satisfaction, dut ensuite reparaitre spontanément, avec un nouvel attrait, sous la prépondérance croissante de la philosophie métaphysique d'où elle émanait, quand la décomposition politique du ca-

(1) Cette dangereuse utopie grecque est tellement en harmonie avec l'ensemble des aberrations propres à la grande transition moderne, que la théorie fondamentale que j'ai établie à ce sujet, au 54<sup>e</sup> chapitre, doit maintenant choquer beaucoup les préjugés et les passions de presque tous ceux qui s'occupent des hautes spéculations sociales. Malgré cet inévitable obstacle, j'ai déjà la précieuse satisfaction de voir un tel jugement complètement adopté par l'un des penseurs les plus éminents et les plus indépendans dont l'Angleterre puisse aujourd'hui s'honorer (M. Mill). En m'annonçant cette puissante adhésion à l'un des principes les plus décisifs de ma nouvelle philosophie politique, M. Mill a été spontanément conduit, dans la familiarité de notre heureux commerce épistolaire, à qualifier cette chimère perturbatrice d'après un terme si pleinement caractéristique, que j'ai cru devoir me faire autoriser à le rendre public. La dénomination de *pédantocratie* me semble, en

tholisme parut rétablir, au profit des chefs temporels, l'antique confusion des deux pouvoirs élémentaires. Des cette époque, on peut assurer que, dans tout l'occident européen, presque tous les esprits actifs, sauf un très-petit nombre d'éminentes exceptions dues à l'instinct du vrai génie philosophique, ont été plus ou moins animés, souvent à leur insu, d'une secrète tendance insurrectionnelle contre l'ensemble de l'ordre existant, qui cessait ainsi de leur offrir une position légale. A mesure que le mouvement négatifs accomplissait, cette opposition croissante devait, par une réaction inévitable, et, à certains égards, indispensable, exciter les ambitions spirituelles à la poursuite de plus en plus active des grandeurs temporelles, alors seules constituées : cette influence devait se développer à peu près également, soit dans les états protestans, où la confusion des deux puissances était solennellement consacrée, soit chez les nations catholiques, où la suprématie temporelle n'était pas, au fond, moins ré-

---

effet, très-propre à résumer désormais l'appréciation positive d'une tendance sociale qui ne saurait jamais, comme je l'ai démontré, réellement aboutir qu'à instituer, au nom de la capacité, la domination, profondément oppressive à tous égards, et surtout mentalement, des médiocrités ambitieuses dont la valeur philosophique se réduit essentiellement à une vaine érudition; à l'exemple du régime chinois, plus stationnaire qu'aucun autre, et pourtant le plus rapproché d'un pareil type, suivant la judicieuse remarque de M. Mill. Si cet important sujet détermine ultérieurement une véritable discussion, je ne doute pas qu'une telle formule, convenablement employée, n'y contribue beaucoup à l'éclaircir et à la simplifier, en y dirigeant mieux l'attention sur le vrai caractère politique de cette désastreuse aberration philosophique, que j'ai été obligé, faute de cette expression spéciale, de qualifier par des locutions trop composées.

elle, et où d'ailleurs l'abaissement simultané des barrières aristocratiques devait éminemment favoriser de telles prétentions. Il serait superflu d'expliquer combien la grande crise finale a dû, surtout en France, stimuler spontanément ces irrationnelles espérances, qui désormais ne reconnaissent plus, en principe, aucune limite nécessaire. Sans doute, ce dérèglement presque universel des ambitions philosophiques ne saurait altérer la nature de la civilisation moderne, d'après laquelle ces folles tentatives, à jamais privées du point d'appui religieux, viendront toujours échouer contre l'ascendant inébranlable de la prépondérance matérielle, désormais mesurée surtout par la supériorité de richesse, et par suite de plus en plus inhérente à la prééminence industrielle. Mais l'essor croissant de ces viciieux efforts n'en fomentent pas moins, au sein des sociétés actuelles, une source permanente d'intime perturbation. Ce principe universel de désordre est aujourd'hui d'autant plus dangereux, qu'il semble plus rationnel, puisqu'il paraît reposer sur la tendance incontestable de la civilisation à augmenter continuellement l'influence sociale de l'intelligence; d'où l'esprit vague et absolu de la philosophie politique généralement admise peut conclure, d'une manière très-captieuse, la concentration finale du gouvernement humain, à la fois spéculatif et actif, chez les hautes capacités mentales, conformément à l'utopie grecque. Une éminente rationalité, combinée avec une moralité peu commune, suffit à peine pour préserver maintenant notre vaine intelligence d'une telle illusion philosophique, qui désormais domine secrètement la plupart des esprits occupés de questions sociales. La secte pernicieuse ci-dessus indiquée

n'a fait, à cet égard, que formuler hautement, avec la plus ignoble exagération, le rêve presque unanime des ambitions spéculatives. Sans aller jusqu'à une telle issue, cette commune disposition exerce journallement une influence très-appréciée sur ceux-là même qui reposent le plus sincèrement une pareille aberration, dont personne aujourd'hui n'ose directement aborder la discussion rationnelle : il serait donc superflu d'en signaler davantage l'imminent danger. Or, le principe fondamental de la séparation systématique des deux pouvoirs offre certainement le seul moyen général propre à dissiper suffisamment cette grande source de désordre social, en accordant une satisfaction régulière à ce que cette confuse tendance renferme, au fond, de pleinement légitime. La saine théorie élémentaire de l'organisme social, instinctivement ébauchée au moyen âge, interdisant à l'intelligence la suprême direction immédiate des affaires humaines, destine l'esprit à lutter constamment, selon sa nature, pour modifier de plus en plus le règne nécessaire de la prépondérance matérielle, en l'assujettissant au respect continu des lois morales de l'harmonie universelle, dont toute activité pratique, soit privée, soit même publique, tend toujours à s'écarter spontanément, faute de vues assez élevées et de sentimens assez généreux. Ainsi conçue, la légitime suprématie sociale n'appartient, à proprement parler, ni à la force, ni à la raison, mais à la morale, dominant également les actes de l'une et les conseils de l'autre : telle est du moins la limite idéale dont la réalité doit graduellement s'approcher, quoique sans pouvoir jamais l'atteindre rigoureusement, comme enver un type quelconque. Dès lors, l'esprit peut enfin

abandonner sincèrement sa vaine prétention à gouverner le monde par le prétendu droit de la capacité ; car l'ordre régulier lui assigne exclusivement un noble office permanent, aussi propre à entretenir son heureuse activité qu'à récompenser ses éminens services. La nature nettement déterminée de ces fonctions, essentiellement relatives à l'éducation et à l'influence consultative qui en résulte dans la vie active, suivant le principe posé au cinquante-quatrième chapitre, les conditions exactement définies imposées à leur exercice, et la résistance continue qu'il rencontre inévitablement, tendent d'ailleurs à contenir spontanément cette autorité spirituelle, toujours fondée sur un libre assentiment, entre les limites générales susceptibles d'en prévenir ou d'en rectifier les abus essentiels, au moyen des précautions convenables. C'est ainsi que la réorganisation philosophique des sociétés modernes constitue nécessairement la seule transformation durable propre à rendre désormais éminemment salubre l'action radicalement perturbatrice qu'exerce l'intelligence sur notre système politique, où elle ne peut échapper à une injuste exclusion qu'en aspirant à une domination vicieuse. Par leur aveugle antipathie contre toute séparation régulière des deux puissances, les hommes d'état tendent donc eux-mêmes à prolonger indéfiniment les embarras, de plus en plus graves, que leur causent aujourd'hui les confuses prétentions politiques de la capacité. On peut assurer que ces funestes conflits resteront nécessairement inextricables tant qu'on n'aura point établi une division fondamentale entre les fonctions spirituelles et les fonctions temporelles : jusqu'à lors, l'harmonie sociale continuera d'être profondément troublée

par des tentatives opposées, mais également vicieuses, pour transporter aux unes les conditions et les garanties exclusivement convenables aux autres.

A cette heureuse influence permanente de la grande élaboration philosophique sur la marche actuelle des esprits actifs, correspond naturellement, sous le second aspect ci-dessus indiqué, une influence équivalente sur la disposition sociale de la masse des intelligences. Il résulte, en effet, de la confusion existante entre l'ordre spirituel et l'ordre temporel, une tendance générale, aujourd'hui profondément désastreuse, à chercher toujours, dans les institutions politiques proprement dites, la solution exclusive des difficultés quelconques relatives à notre situation. Cette disposition populaire, graduellement développée en Europe pendant les cinq siècles qui ont suivi la désorganisation spontanée du système catholique, à mesure que s'accomplissait la concentration temporelle, est maintenant parvenue à sa plus déplorable intensité, d'après l'active stimulation directement entretenue par les nombreuses tentatives de constitutions métaphysiques propres au dernier demi-siècle. Une telle tendance vulgaire peut seule fournir un point d'appui vraiment redoutable aux prétentions déréglées de l'intelligence à la domination universelle : car, sans une pareille illusion sur l'efficacité absolue des mesures purement politiques, l'agitation métaphysique ne pourrait déterminer les masses à seconder suffisamment ses efforts perturbateurs. Ainsi, pendant que la nouvelle impulsion philosophique écartera spontanément la dangereuse utopie du règne de l'esprit, en ouvrant régulièrement à la capacité mentale une large issue so-

ciale, elle dissipera, d'une autre part, non moins naturellement, la sorte d'hallucination correspondante, en imprimant aux justes réclamations populaires la direction, bien plus souvent morale que politique, convenable à leur vraie destination. On ne peut douter, en effet, que les principaux griefs légitimement signalés par les masses actuelles contre un régime où leurs besoins généraux sont si peu consultés, ne se rapportent surtout à une rénovation totale des opinions et des mœurs, sans que les institutions directes puissent, au fond, nullement suffire à leur indispensable réparation. Cette appréciation est particulièrement incontestable, comme j'aurai bientôt lieu de l'indiquer plus spécialement, envers les graves abus inhérens aujourd'hui à l'inégalité nécessaire des richesses, et qui constituent le plus dangereux argument des agitateurs ou des utopistes : car ces vices tirent certainement leur plus déplorable intensité de notre désordre intellectuel et moral, bien davantage que de l'imperfection des mesures politiques, dont l'influence réelle est, à cet égard, fort limitée dans le système de la sociabilité moderne, à moins d'une anarchique subversion, aussi destructive du progrès que de l'ordre. L'essor philosophique destiné à élaborer graduellement la réorganisation spirituelle est donc susceptible, sous ce rapport capital, et sous beaucoup d'autres analogues, d'exercer immédiatement, vu l'état présent des populations modernes, une action rationnelle très-importante, directement propre à faciliter le retour universel d'une harmonie durable. Mais il faut savoir que cette heureuse aptitude ne pourrait être suffisamment réalisable, si cette sage réformation des tendances actuelles

ne se présentait pas spontanément comme aussi liée aux conditions du progrès qu'à celles de l'ordre : car la nouvelle prédication philosophique, quelque judicieuse qu'elle pût être, resterait essentiellement dépourvue d'efficacité populaire, si, en signalant la nature éminemment morale de tels embarras sociaux, et leur indépendance essentielle des institutions proprement dites, elle ne faisait en même temps apercevoir leur vraie solution générale, d'après l'uniforme assujettissement de toutes les classes quelconques aux devoirs moraux attachés à leurs positions respectives, sous l'active impulsion continue d'une autorité spirituelle assez énergique et assez indépendante pour assurer le maintien usuel d'une telle discipline universelle. Sans cette indispensable coïncidence, d'ailleurs évidemment inhérente à la véritable élaboration régénératrice, l'instinct des masses ne saurait accueillir un semblable enseignement, où il verrait alors, en effet, une source de déceptions, destinée à amortir les efforts d'amélioration réelle, au lieu de leur imprimer une direction plus salutaire. On ne peut donc méconnaître l'influence nécessaire de l'essor philosophique relatif à la réorganisation spirituelle, pour réformer graduellement, d'après une saine appréciation des diverses difficultés sociales, des dispositions populaires éminemment perturbatrices, qui fournissent aujourd'hui le principal aliment des illusions et des jongleries politiques. En général, cette nouvelle philosophie tendra de plus en plus à remplacer spontanément, dans les débats actuels, la discussion vague et orageuse des *droits* par la détermination calme et rigoureuse des *devoirs* respectifs. Le premier point de vue, cri-

tique et métaphysique, a dû prévaloir tant que la réaction négative contre l'ancienne économie n'a pas été suffisamment accomplie; le second, au contraire, essentiellement organique et positif, doit, à son tour, prévaloir à la régénération finale: car l'un est, au fond, purement individuel, et l'autre directement social. Au lieu de faire consister politiquement les devoirs particuliers dans le respect des droits universels, on concevra donc, en sens inverse, les droits de chacun comme résultant des devoirs des autres envers lui: ce qui, sans doute, n'est nullement équivalent; puisque cette distinction générale représente alternativement la prépondérance sociale de l'esprit métaphysique ou de l'esprit positif: l'un conduisant à une morale presque passive, où domine l'égoïsme; l'autre à une morale profondément active, dirigée par la charité. Cette transformation radicale des habitudes actuelles dérivera nécessairement de la priorité systématiquement accordée à la réorganisation spirituelle sur la réorganisation temporelle, comme étant à la fois plus urgente et mieux préparée. L'opiniâtre résistance des hommes d'état à la séparation fondamentale des deux puissances est donc, sous ce second aspect, tout autant que sous le premier, directement contradictoire à leurs vaines récriminations contre la tendance exclusive des vœux populaires vers les solutions purement politiques: quelque fondées que soient souvent leurs plaintes à ce sujet, elles ne sauraient avoir d'efficacité, tant qu'elles-mêmes repousseront aveuglément le seul moyen général de réformer ces habitudes irreflexives, résultat inévitable de la dictature temporelle, sans allier l'indispensable manifestation des besoins universels,

dès lors assurés, au contraire, d'une meilleure satisfaction.

Tels sont, en aperçu, les services immédiats, aussi éminens qu'irrécusables, propres à la grande élaboration philosophique destinée à déterminer graduellement la réorganisation spirituelle des sociétés modernes. Par cette double influence préliminaire sur la raison publique, la nouvelle puissance morale, avant sa constitution régulière, fera spontanément, dès sa naissance, l'épreuve décisive de son action sociale, en faisant universellement prévaloir la disposition d'esprit nécessaire à sa marche ultérieure. Sa tendance directe étant ainsi assez indiquée, il ne me reste plus qu'à apprécier sommairement, d'après les bases historiques déjà posées, d'abord et surtout la nature générale de ses attributions finales, et, par suite, le caractère essentiel de son autorité normale, pour achever de dissiper suffisamment les inquiétudes peu rationnelles, mais fort excusables, qu'inspire aujourd'hui la seule pensée d'un nouveau pouvoir spirituel, vu les profondes aberrations qui, à raison même des habitudes actuelles de confusion politique, ont si souvent conduit, à ce sujet, à des conceptions essentiellement théocratiques, justement antipathiques à la sociabilité moderne.

Sous l'un et l'autre aspect, la comparaison avec la puissance catholique propre au moyen âge se présente naturellement, comme relative au seul antécédent réel d'une telle organisation, dont l'action sociale serait ainsi, dans son ensemble, immédiatement indiquée. Mais, quoique ce rapprochement soit, en effet, susceptible d'une véritable utilité, quand il est convenablement di-

rigé, son usage exige toujours des précautions essentielles, sans lesquelles il conduirait souvent à de fausses appréciations, en vertu de l'immense diversité des situations respectives, et surtout à raison du principe purement théologique sur lequel reposait l'ancien organisme spirituel, où la véritable destination politique était nécessairement subordonnée à un but personnel imaginaire, que nous avons vu altérer profondément, à beaucoup d'égards, l'exercice et le caractère de l'autorité spéculative. C'est seulement à ceux qui, d'après nos précédentes explications historiques, sauront écarter suffisamment le point de vue religieux, pour envisager uniquement l'office social du clergé catholique, qu'une judicieuse application de ce procédé comparatif pourra devenir vraiment utile comme moyen empirique de faciliter les déterminations et de les préciser davantage : car, il est d'ailleurs certain que tout ce qui, dans la vie réelle, comportait, au moyen âge, l'action spirituelle, donnera lieu pareillement à une équivalente intervention du nouveau pouvoir, dont l'ascendant habituel sera même, à divers titres, plus immédiat et plus complet; sauf les distinctions nécessaires, de mode ou de degré, qui correspondent à la différence radicale des deux philosophies et des deux civilisations. Toutefois, sans renoncer à cette ressource spontanée, qui devra surtout ultérieurement seconder les développemens réservés à mon *Traité spécial*, notre double appréciation sommaire doit ici conserver essentiellement la forme directe et abstraite, afin de prévenir, autant que possible, toute vicieuse interprétation.

J'ai déjà posé, au cinquante-quatrième chapitre, le

principe général, aussi rigoureux qu'incontestable, qui détermine rationnellement la séparation fondamentale entre les attributions respectives du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, et d'après lequel les hommes sages des deux classes s'efforceront de résoudre suffisamment les conflits plus ou moins graves que la fatale discordance de nos passions, aussi inévitable dans l'avenir que dans le passé, soulèvera un jour entre les deux puissances, malgré l'amélioration réelle de la sociabilité humaine. Ce principe consiste à regarder l'autorité spirituelle comme devant être, par sa nature, finalement décisive en tout ce qui concerne l'éducation, soit spéciale, soit surtout générale, et seulement consultative en tout ce qui se rapporte à l'action, soit privée, soit même publique, où son intervention habituelle n'a jamais d'autre objet que de rappeler suffisamment, en chaque cas, les règles de conduite primitivement établies : l'autorité temporelle, au contraire, entièrement souveraine quant à l'action, au point de pouvoir, sous sa responsabilité des résultats, suivre une marche opposée aux conseils correspondants, ne peut exercer, à son tour, sur l'éducation, qu'une simple influence consultative, bornée à y solliciter la révision ou la modification partielle des préceptes que la pratique lui semblerait condamner. Ainsi, l'organisation fondamentale, et ensuite l'application journalière, d'un système universel d'éducation positive, non-seulement intellectuelle, mais aussi et surtout morale, constituera l'attribution caractéristique du pouvoir spirituel moderne, dont une telle élaboration graduelle pourra seule développer convenablement le génie propre et l'ascendant social. C'est principalement

pour servir de base générale à un tel système que devra être préalablement coordonnée la philosophie positive proprement dite, dont j'ai osé, le premier, concevoir et ébaucher le véritable ensemble, destiné à fournir désormais à l'entendement humain un point d'appui fondamental par une suite homogène et hiérarchique de notions positives, à la fois logiques et scientifiques, sur tous les ordres essentiels de phénomènes, depuis les moindres phénomènes mathématiques, source initiale de la positivité rationnelle, jusqu'aux plus éminents phénomènes moraux et sociaux, terme indispensable de sa pleine maturité. Si, d'une part, l'éducation moderne, jusqu'ici vague et flottante comme la sociabilité correspondante, ne saurait être vraiment constituée sans un pareil fondement philosophique, il n'est pas moins certain, en sens inverse, que, sans cette grande destination, cette coordination préliminaire n'aurait point un caractère assez nettement déterminé pour contenir suffisamment les divagations dispersives propres à la science actuelle. Afin que cette salutaire connexité conserve toute l'énergie convenable, en un temps où l'esprit d'ensemble est encore si rare et où les conditions en sont si peu comprises, il importera même de ne jamais oublier que ce système d'éducation positive est nécessairement destiné à l'usage direct et continu, non d'aucune classe exclusive, quelque vaste qu'on la suppose, mais de l'entière universalité des populations, dans toute l'étendue de la république européenne. C'est au catholicisme, comme je l'ai expliqué, que l'humanité a dû, au moyen âge, le premier établissement d'une éducation vraiment universelle, qui, quelque imparfaite qu'en dût



être l'ébauche, présentait déjà, malgré d'inévitables diversités de degré, un fond essentiellement homogène, toujours commun aux moindres et aux plus éminents chrétiens : il serait donc étrange, à tous égards, de concevoir une institution moins générale pour une civilisation plus avancée. Sous ce rapport, les dogmes révolutionnaires relatifs à l'égalité d'instruction contiennent, à leur manière, depuis la décadence nécessaire de l'organisation catholique, un certain pressentiment confus du véritable avenir social, sauf les graves inconvénients ordinairement inhérents à la nature vague et absolue des conceptions métaphysiques, qui, en tous genres, devaient précéder et préparer les conceptions positives. Rien n'est plus propre, sans doute, à caractériser profondément l'anarchie actuelle, que la honteuse incurie avec laquelle les classes supérieures considèrent habituellement aujourd'hui cette absence totale d'éducation populaire, dont la prolongation exagérée menace pourtant d'exercer sur leur sort prochain une effroyable réaction. Ainsi, la première condition essentielle de l'éducation positive, à la fois intellectuelle et morale, envisagée comme la base nécessaire d'une vraie réorganisation sociale, doit certainement consister dans sa rigoureuse universalité. Malgré d'inévitables différences de degré, aussi salutaires que spontanées, correspondantes aux inégalités d'aptitude et de loisir, c'est d'ailleurs une grave erreur philosophique, aujourd'hui trop fréquente, que de rattacher à ces distinctions naturelles des diversités nécessaires, soit dans le plan, soit dans la marche, de cette commune initiation. L'invariable homogénéité de l'esprit humain, non-seulement parmi les divers rangs

sociaux, mais même chez les différentes natures personnelles, fera toujours comprendre, à tous ceux qui ne se borneront pas à une superficielle appréciation, que, sauf les cas d'anomalie, ces modifications ne sauraient finalement influer que sur le développement plus ou moins étendu d'un système toujours identique : l'expérience catholique a depuis longtemps sanctionné cette indication rationnelle, en ce qui concerne l'éducation générale, puisque l'instruction religieuse était, au fond, pareillement conçue et dirigée pour toutes les classes quelconques, quoique plus ou moins détaillée ou approfondie : de nos jours même, l'instruction spéciale, seule régularisée, pourra montrer aux juges compétents que la meilleure institution d'une étude quelconque ne peut offrir, à tous ces titres, que de simples variétés d'extension d'un mode constamment semblable. Au reste, ce n'est point ici le lieu de m'expliquer convenablement sur la véritable nature fondamentale de l'éducation positive, à la fois industrielle, esthétique, scientifique et philosophique, où l'essor moral correspondra sans cesse au progrès intellectuel : l'importance prépondérante et la difficulté supérieure d'un tel sujet me détermineront à y consacrer plus tard un Traité exclusif, que j'annoncerai plus distinctement à la fin de ce dernier volume. Il me suffit ici d'avoir expressément signalé l'universalité caractéristique de ce système primordial, autour duquel se ramifieront ensuite spontanément les divers appendices particuliers relatifs à la préparation directe aux différentes conditions sociales. C'est surtout ainsi que l'esprit scientifique actuel, perdant enfin sa spécialité empirique, sera invinciblement poussé à une